

- L'Institut Montaigne a évalué pour « Les Echos » les promesses des cinq principaux candidats à l'Élysée.
- Si personne ne présente de projet qui s'équilibre budgétairement, le think tank libéral estime que Valérie Pécresse et Emmanuel Macron sont les plus raisonnables.

## PRÉSIDENTIELLE

**Renaud Honoré**  
@r\_honore

Vous reprendrez bien un petit milliard d'euros pour la route ? La campagne présidentielle qui s'achève se caractérise par une surenchère de promesses coûteuses qui ne permettent pas d'envisager une baisse de l'endettement à l'horizon 2027, à la fin du prochain quinquennat, même si Emmanuel Macron et Valérie Pécresse se révèlent plus raisonnables que les autres. C'est ce qui ressort de l'analyse budgétaire des programmes des cinq principaux candidats (Emmanuel Macron, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Eric Zemmour, Valérie Pécresse) réalisée par l'Institut Montaigne pour « Les Echos ».

« Aucun des projets mis sur la table n'est équilibré budgétairement. Mais il faut distinguer deux groupes entre les candidats, celui dans lequel on retrouve Marine Le Pen, Eric Zemmour et Jean-Luc Mélenchon présentant un vrai risque pour la dette et la soutenabilité des finances publiques », estime Victor Poirier, directeur des publications de ce think tank libéral.

### Retour à la normale

Alors que la crise du Covid a fait flamber l'endettement du pays au point qu'il atteigne 113 % du PIB fin 2021, le sujet est pourtant aux abonnés absents de la campagne. « Cette thématique n'avait vraiment émergé dans les débats présidentiels qu'à partir de 2007, quand François Bayrou l'avait imposée. On assiste donc à un retour à la situation antérieure, personne ne s'en étant réellement saisi », juge Bruno Jeanbart, vice-président d'OpinionWay. Le sondeur juge qu'il était de toute façon

« difficile de mobiliser sur la dette en sortie d'une période où l'on a mis sur la table des milliards d'euros de dépenses publiques toutes les semaines ». « Le « quoi qu'il en coûte » et les mesures pour contenir la crise ukrainienne sont dans toutes les têtes, mais cela avait commencé avant, avec les dépenses engagées pour mettre fin à la crise des « gilets jaunes », rappelle François Ecalte, fondateur du site « Fipexo ».

### Pour Marine Le Pen, comme pour Jean-Luc Mélenchon et Eric Zemmour, au vu des déficits affichés, l'Institut Montaigne met en garde sur un risque de sortie de l'euro.

Ce contexte se retrouve, d'une manière ou d'une autre, dans les projets des cinq principaux candidats. Chacun a brandi des chiffres attestant de son sérieux, mais l'Institut Montaigne a refait les calculs des promesses, dont le coût est revu pour la plupart à la hausse. Le think tank a aussi examiné les sources d'économies mises en avant, écartant celles qui lui paraissent trop incertaines – c'est notamment le cas de la fameuse chasse à la fraude fiscale et sociale censée rapporter au moins 15 milliards d'euros, qu'on retrouve dans la plupart des programmes alors que ce montant est jugé très exagéré.

Tous ces chiffres permettent de dessiner une trajectoire budgétaire, alors que le scénario de départ est déjà extrêmement tendu avec un déficit attendu à 3,6 % du PIB en 2027 sans nouvelle mesure.



Malgré la flambée de la dette, la question budgétaire a été très peu abor-

Dans le détail, se détachent donc deux groupes de candidats selon l'Institut Montaigne. D'un côté, on trouve donc Emmanuel Macron et Valérie Pécresse. Même si elle dégrade le déficit, la candidate LR est la mieux disante en termes budgétaires : en réévaluant le coût des dépenses qu'elle réengagerait, et en mettant de côté certaines promesses d'économies pas assez documentées, on arrive à un solde négatif de -35,1 milliards (contre un solde positif de 42 milliards dans son programme). Cela pourrait faire grimper le déficit jusqu'à 4,8 % du PIB en 2027 (4,1 % si l'on tient compte des effets économiques des mesures pour le pouvoir d'achat et les entreprises), avec une dette grimpant légèrement à 116 %.

### Des dépenses nouvelles

La trajectoire d'Emmanuel Macron suit une pente assez similaire, quoique légèrement plus ascendante. L'Institut Montaigne évalue à -44 milliards l'impact de son programme sur les finances publiques (la encore car le think tank juge que « la matérialisation [de certaines économies] n'est pas acquise »). Le déficit pourrait être poussé au maximum jusqu'à 5,1 % en 2027, et la dette à 117 %. « Valérie Pécresse et Emmanuel Macron restent les plus raisonnables, d'autant qu'ils figurent parmi les seuls à avoir une mesure d'économies tangible et concrète avec le recul de l'âge de départ à la retraite », estime François Ecalte.

À côté de ces deux candidats, l'Institut Montaigne distingue donc un deuxième groupe, avec des ordres de grandeur dans le « quoi qu'il en coûte » nettement gonflés. Le

think tank revêt ainsi à la hausse de 75 % la facture des dépenses et cadeaux fiscaux de Marine Le Pen, à presque 120 milliards d'euros. Le déficit avec la candidate RN pourrait en être abourdi de 102 milliards, pour atteindre 7,1 % en 2027, et la dette culminer à 123 %.

« Compte tenu de ce niveau de déficit et d'une absence de trajectoire de redressement des finances publiques, les marchés financiers pourraient pousser la France à sortir de la zone euro », avertit l'Institut Montaigne.

Les chiffres sont plus impressionnants encore pour Eric Zemmour et Jean-Luc Mélenchon. Le compteur affiche un déficit dégradé de 145,8 milliards pour le candidat d'extrême droite, et une dette remontant à 130 %.

Quant au champion LFI, l'Institut Montaigne se montre, sans grande surprise, moins optimiste sur le financement de son programme : le think tank réévalue les dépenses nouvelles et les baisses de recettes à 332 milliards (250 milliards selon le candidat) quand les économies et hausses de recettes ne seraient que de 112,7 milliards. Au total, cela donnerait un solde dégradé de 218,9 milliards, qui gonflerait la dette à 134 % du PIB sans tenir compte des éventuels positifs sur la croissance des mesures de pouvoir d'achat et de relance. « Ce niveau de déficit serait exceptionnellement élevé par comparaison aux autres pays européens, au point sans doute de susciter de la défiance chez les investisseurs détenteurs de la dette française », alerte l'Institut Montaigne.

Lire l'éditorial d'Etienne Lefebvre Page 14